

Le Liban dans l'impasse ?

Aucune crise ne semble épargner le Liban, qu'elle soit financière, politique, sociale, ou sanitaire. Et, six mois après la double explosion du port de Beyrouth, et plus d'un an après la révolution d'octobre 2019, aucune alternative ne se profile.

Le Liban est dans un état de déliquescence complet», résume, amère, Jihane Sfeir, professeure à l'Université libre de Bruxelles et spécialiste de l'histoire du monde arabe contemporain. Il faut dire que, depuis des mois maintenant, le pays sombre de plus en plus. La révolution dite « du 17 octobre 2019 » avait laissé entrevoir l'espoir d'un autre avenir pour le Liban. Mais la crise du coronavirus, les confinements, l'effondrement de la livre libanaise puis la double explosion de l'été 2020 ont douché les derniers espoirs. « Je ne vois pas comment le pays pourrait sortir de cette impasse politique, liée à une crise économique sans précédent avec des dizaines de milliards de dette », réagit l'historienne. « Même pendant la guerre civile – de 1975 à 1990 –, les Libanais n'ont pas connu ça. La corruption est généralisée. Les services essentiels, tels que l'eau, l'électricité, l'école publique, ne sont pas assurés. Ce sont toujours les seigneurs de la guerre civile qui se partagent le pouvoir. Ils gèrent le Liban comme si c'était une boutique, ont instauré une économie de guerre et se partagent le territoire. »

La légitimité du gouvernement est d'ailleurs remise en question et contestée par la population libanaise. À Tripoli, de violentes manifestations ont explosé en janvier 2021, des « émeutes de la faim » contre les restrictions sanitaires et la crise économique. Des manifestations similaires avaient eu lieu en août 2020, après les explosions, pour dénoncer l'incompétence et la corruption des autorités. La gestion de la crise sanitaire a mis en lumière les nombreux manquements de l'État; en témoignent la saturation des hôpitaux et la pénurie de médicaments. Pourtant, la même classe politique se maintient au pouvoir. « Depuis 2005 et l'assassinat de Rafiq Hariri [Ndlr: alors Premier ministre], le Liban est divisé en deux camps », détaille Jihane Sfeir. « Il y a l'Alliance du 14-Mars [coalition politique qui a pris part à la révolution du Cèdre en 2005], qui rassemble les partisans de Hariri, et l'Alliance du 8-Mars, qui rassemble le Hezbollah, Amal ou encore le Courant patriotique libre [opposés à la révolution du Cèdre]. Ce sont les membres l'Alliance du 8-Mars qui sont actuellement au pouvoir, autour du président Aoun, avec le Hezbollah en coulisses. »

Si les deux mouvements s'opposent, aucun ne satisfait les manifestants de la révolution d'octobre 2019, qui demandent le départ de toute

la « za'âma », la classe politique traditionnelle en place. « Le problème est qu'il ne suffit pas de manifester pour faire tomber les régimes, renchérit Joseph Daher, universitaire à Lausanne et auteur du livre *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Éditions Syllepse, 2019). Au Liban, il n'y a aucune alternative en dehors des partis confessionnels. Ceux issus de la société civile qu'on a pu voir émerger autour de la révolution n'ont aucune influence. Il n'y a aucun contre-pouvoir au Liban depuis 2019. Les partis confessionnels contrôlent tout. Et puis, actuellement, avec la crise économique, la priorité, c'est de travailler et manger. » D'autant qu'en pleine crise financière et sanitaire ce sont les partis confessionnels qui continuent de subvenir, en partie, aux besoins de la population.

Mais la pauvreté ne date pas de la crise actuelle. Elle s'élevait déjà à 30% de la population libanaise en 2018, et à plus de 55% en 2020, sans

« Peut-être faudrait-il revoir la formule libanaise, aller vers un état laïc. L'ancienne formule ne fonctionne plus. »

prendre en compte les réfugiés syriens et palestiniens, dont neuf sur dix sont en situation de famine. « Le pire peut encore arriver, s'émeut Joseph Daher. Il n'y a aucune possibilité de changements économiques majeurs. La classe politique attend toujours un soutien financier extérieur, mais, si elle l'obtient, la contrepartie sera de prendre des mesures d'austérité très dures. L'État coupera alors dans le secteur public, déjà anéanti, et aggravera la crise. Et puis, ni la Syrie, ni le Liban ne sont des priorités à l'échelle internationale en temps de pandémie. » Le risque d'explosion de cette nation fragile est bien là, alors qu'une grande partie de la jeunesse émigre.

« Peut-être faudrait-il revoir la formule libanaise, aller vers un état laïc, convient Jihane Sfeir. L'ancienne formule ne fonctionne plus. Alors, certes, il n'y a pas eu de changements politiques radicaux, mais il y a un état révolutionnaire, dans tout le pays. Le seul espoir est qu'il soit seulement en attente, le temps de la crise sanitaire. »

JULIETTE LOISEAU